

RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2005 B 00104

Numéro SIREN : 480 258 342

Nom ou dénomination : 3G AUDIT

Ce dépôt a été enregistré le 20/10/2020 sous le numéro de dépôt 25247

3G AUDIT
Société à responsabilité limitée
Au capital de 30 000 euros
Siège social : Rue de la Blancherie - Aquilae - Immeuble Bistre
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX
480 258 342 RCS BORDEAUX

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 27 AOÛT 2020

L'an deux-mille vingt, le vingt-sept août, à dix heures

Les associés de la société 3G AUDIT, société à responsabilité limitée au capital de 30 000 euros, divisé en 300 parts de 100 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, Rue de la Blancherie - Aquilae - Immeuble Bistre 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX, sur convocation faite par la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

- Monsieur Philippe GUERMEUR, titulaire de 150 parts sociales en pleine propriété,
- Monsieur Victor Louis CANO, titulaire de 150 parts sociales en pleine propriété,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Philippe GUERMEUR, cogérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Augmentation du capital social d'une somme de 270 000 euros par incorporation de réserves et augmentation de la valeur nominale de la part,
- Modification corrélatrice des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

VLC *ke*

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social s'élevant actuellement à 30 000 euros, divisé en 300 parts de 100 euros chacune, entièrement libérées, d'une somme de 270 000 euros pour le porter à 300 000 euros par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée à due concurrence sur le poste « autres réserves », figurant pour une somme de 419 035 euros au passif du dernier bilan approuvé à la date du 31 mars 2020.

Cette augmentation de capital est réalisée par voie d'élévation de la valeur nominale de chacune des 300 parts existantes, laquelle est ainsi portée de 10 euros à 1 000 euros.

L'Assemblée Générale constate en conséquence que l'augmentation de capital est régulière et définitivement réalisée à la date de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RÉOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier les articles 6 et 8 des statuts ainsi qu'il suit :

Article 6 – Apports – Formation du capital

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 27 août 2020, le capital social a été augmenté d'une somme de 270 000 euros par incorporation de réserves.

VLC R

Cette augmentation de capital a été réalisée par élévation de la valeur nominale de la part sociale, portée de 100 euros à 1 000 euros.

Article 8 – Capital social – Répartition des parts – Liste des associés

Le capital social est fixé à trois cent mille euros (300 000 euros).

Il est divisé en 300 parts sociales, numérotées de 1 à 300, de 1 000 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, attribuées comme suit :

- à Monsieur Philippe GUERMEUR, cent cinquante parts sociales en pleine propriété, numérotées de 1 à 150, ci 150 parts
- à Monsieur Victor Louis CANO, cent cinquante parts sociales en pleine propriété, numérotées de 151 à 300, ci 150 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 300 parts

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

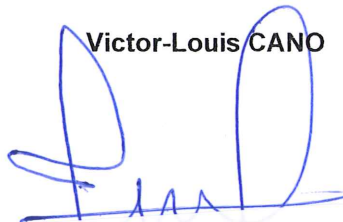
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les associés présents.

Philippe GUERMEUR



Victor-Louis CANO



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
BORDEAUX
Le 07/09 2020 Dossier 2020 00037459, référence 3304P61 2020 A 11461
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif des finances publiques

Régis PRADINES
Agent Administratif Principal

3G AUDIT
Société à responsabilité limitée
Au capital de 300 000 euros
Siège social : Rue de la Blancherie - Aquilae - Immeuble Bistre
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX
480 258 342 RCS BORDEAUX

STATUTS

Mis à jour le 27 août 2020

*CERTIFIES CONFORMES
PAR LA GERANCE*

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

STATUTS

Entre les soussignés :

Monsieur Jean-Pierre GADRAS, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes inscrit au tableau de l'Ordre des experts-Comptables de la Région Aquitaine et sur la liste des Commissaires aux Comptes près de la Cour d'Appel de Bordeaux,
demeurant 8 Hameau d'Epsom - 33270 BOULIAC
né le 10 juin 1944 à Jarnac (16),
marié avec Madame Chantal FERON le 23 décembre 1976 sous le régime de la Communauté réduite aux acquêts aux termes de son contrat de mariage reçu le 17 décembre 2003 par Maître RENAULT Notaire associé à Saint Loubès, sans modification depuis,

Monsieur Philippe GUERMEUR, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes inscrit au tableau de l'Ordre des experts-Comptables de la Région Aquitaine et sur la liste des Commissaires aux Comptes près de la Cour d'Appel de Bordeaux,
né le décembre 1969 à Bordeaux (33),
demeurant 24 rue Porte Bonheur - 33400 TALENCE
de nationalité française,
marié avec Madame Nathalie MALICET sous le régime de la séparation de biens pure et simple selon contrat reçu par Maître AVINEM à saint Médard en Jalles préalablement à leur union célébrée le 28 septembre 2003 à la Mairie de Andernos les Bains (33),

Monsieur Vincent Jacques Christian GUILLEMIN, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes inscrit au tableau de l'Ordre des experts-Comptables de la Région Aquitaine et sur la liste des Commissaires aux Comptes près de la Cour d'Appel de Bordeaux,
né le 8 avril 1968 à Montbéliard (25),
demeurant 157 Route de la Loustade - 33850 LEOGNAN,
de nationalité française,
marié avec Madame Béatrice CARPENTY sous le régime de la séparation de biens pure et simple selon contrat reçu par Maître Favre Notaire à Léognan préalablement à leur union célébrée le 30 juin 2001 à la Mairie de Langolan (33),

Lequels ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par le Livre II du Code de Commerce et par les présents statuts.

VLG 2 VG

Article 2 - Dénomination

La dénomination a pour dénomination sociale :

3G AUDIT

Le sigle est :

3G AUDIT

La société sera inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Compagnie Régionale de Bordeaux sous sa dénomination sociale et son sigle.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société à responsabilité limitée" ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention "société de Commissariat aux Comptes" et de l'indication de la circonscription de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice des missions de commissariat aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Et généralement toutes opérations civiles, mobilières, financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus, de nature à favoriser sa réalisation ou son développement à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de cette profession ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à :

Rue de la Blancherie - AQUILAE - Immeuble Bistre
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

VLL 1/3 VG

Article 6 – Apports – Formation du capital

- Monsieur Jean Pierre GADRAS apporte à la société une somme en numéraire de	1 000 euros
- Monsieur Philippe GUEMEUR apporte à la société une somme en numéraire de	1 000 euros
- Monsieur Vincent GUILLEMIN apporte à la société une somme en numéraire de	1 000 euros
Soit ensemble, la somme totale de	3 000 euros

Cette somme de trois mille euros a été, dès avant ce jour, déposée à un compte ouvert à la SOCIETE BORDELAISE DE CIC, Agence de Bordeaux Nansouty au nom de la société en formation. Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Madame Chantal GADRAS, née FERON, reconnaît expressément avoir été informée de l'apport en numéraire réalisée par son conjoint. Cette somme provenant exclusivement d'un rachat d'un bien propre à Jean Pierre GADRAS provenait d'un virement du compte courant détenu auprès de la SCI Pacioli. Elle déclare renoncer expressément à revendiquer la qualité d'associé.

Par décision extraordinaire en date du 30 Juin 2010, la collectivité des associés a décidé :

- l'augmentation du capital social d'une somme de 27 000 euros pour le porter à 30 000 euros, savoir par prélèvement de pareil montant sur le poste « Autres réserves »;

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 27 août 2020, le capital social a été augmenté d'une somme de 270 000 euros par incorporation de réserves.

Cette augmentation de capital a été réalisée par élévation de la valeur nominale de la part sociale, portée de 100 euros à 1 000 euros.

Article 7 – Avantages particuliers

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

Article 8 – Capital social – Répartition des parts – Liste des associés

Le capital social est fixé à trois cent mille euros (300 000 euros).

Il est divisé en 300 parts sociales, numérotées de 1 à 300, de 1 000 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, attribuées comme suit :

- à Monsieur Philippe GUERMEUR, cent cinquante parts sociales en pleine propriété, numérotées de 1 à 150, ci 150 parts
- à Monsieur Victor Louis CANO, cent cinquante parts sociales en pleine propriété, numérotées de 151 à 300, ci 150 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 300 parts

La société inscrite à la Compagnie communique annuellement la Compagnie dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 9 - Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels commissaires aux comptes.

Article 10 - Transmission des parts

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, est requis pour toute transmission de parts au profit :

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des Commissaires aux Comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

Julien V. s. VG

Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits sur la liste des Commissaires aux Comptes et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut renoncer à ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des voix émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélatrice de l'article des statuts où figure son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

vic VG 6
VG

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article L. 223.28 du Code de Commerce.

Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 septembre 2005.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Article 19 - Nomination des premiers gérants

Sont nommés premiers gérants de la Société sans limitation de durée :

- Monsieur Jean Pierre GADRAS, Commissaire aux Comptes Inscrit,
- Monsieur Philippe GUERMEUR, Commissaire aux Comptes Inscrit,
- Monsieur Vincent GUILLEMIN, Commissaire aux Comptes Inscrit.

Les gérants ainsi nommés sont tenus de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

VLG 7. AC
VG

Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Compagnie Régionale de Bordeaux. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés depuis le 20 octobre 2004 à l'adresse prévue du siège social.

Les associés donnent mandat à Monsieur Jean Pierre GADRAS de prendre pour le compte de la société tout engagement dans le cadre de la réalisation de l'objet social.

L'immatriculation de la société emportera reprise de l'intégralité de ces engagements et, dans tous les cas, au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés aux gérants pour accomplir les formalités de publicité prescrites par la législation et, en particulier, pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social.

Article 22 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au siège de la société, avec attribution de juridiction au Tribunal de Grande Instance de ce siège.

Article 23 - Frais

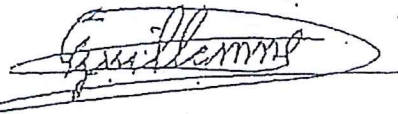
Tous les frais, droits et honoraires résultant des présents statuts seront portés au compte des frais généraux du premier exercice social.

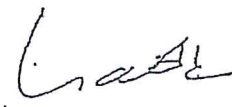
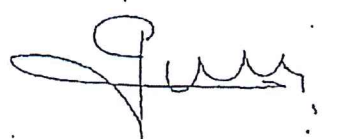
Dont acte sur sept pages

Fait à Floirac

En six originaux

Le 22/05/2004



vu